

Retraité(e)s CGT : Indigné(e)s mais pas Résigné(e)s

Journal à périodicité variable des Retraités et Préretraités CGT SAP 13. Syndicat des Activités Postales

55 av de La Rose La Brunette Bt ext D 13013 Marseille +---+ Tel : 04.91.11 60.95 Fax : 04.91.02.69.69

Courriel retraites.cgtposte13@hotmail.fr Site <http://retraites.cgtposte13.over-blog.com/>

Inflation, déflation: De quoi parle-t-on au juste?

Une France aux prises avec une très faible inflation, et le gouvernement la dit désormais menacée de déflation. De quoi parle-t-on au juste?

Inflation

Par «inflation», les économistes désignent l'évolution des prix sur un an, qui peut être différente de leur variation à court terme.

En juillet, l'indice des prix à la consommation en France, calculé à partir d'un «panier» de biens et services courants, a reculé de 0,3 % par rapport à juin. La vie est donc devenue moins chère, en grande partie grâce aux soldes, synonymes de baisses des prix des vêtements et chaussures, mais aussi pour des raisons strictement saisonnières: la production en plus grande quantité de fruits et légumes frais.

Mais par rapport à juillet 2013, les prix ont augmenté, de 0,5 % (et de 0,4 % hors tabac): il s'agit là du taux d'inflation de la France, c'est-à-dire de l'évolution des prix en «glissement» annuel (juillet 2014 rapporté à juillet 2013)

Ainsi, là où les prix augmentent, stagnent ou baissent, l'inflation, elle, accélère, marque le pas, ou ralentit. En France, depuis quelques mois, elle tend à ralentir, puisque la progression des prix en glissement annuel est passée de 0,7 % en avril et mai, à 0,5 % en juin et juillet.

Désinflation

La «désinflation» désigne un ralentissement marqué de l'inflation. Les prix baissent pendant plusieurs mois, ce qui fait également descendre le taux d'inflation annuel, sans que celui-ci ne devienne négatif.

La zone euro et la France ont ainsi connu une période de désinflation au moment de la crise financière de 2008, le taux annuel d'inflation passant de 4 % en juillet 2008 (France et zone euro) à 1,2 % en décembre 2008 en France, et 1,6 % en zone euro.

Déflation

Pour parler de déflation, il ne suffit pas de constater une baisse de prix d'un mois sur l'autre, il faut que le taux d'inflation annuel passe franchement, et pour longtemps, en territoire négatif.

Pour que la déflation se confirme, il faudrait que le taux reste négatif plusieurs mois de suite, c'est-à-dire que les prix en août 2014 soient inférieurs à ceux d'août 2013, puis que ceux de septembre s'inscrivent en baisse par rapport à septembre 2013, etc.

Pour les économistes, comme pour la Banque centrale européenne, la déflation n'est réellement installée que lorsqu'elle apparaît dans les anticipations, c'est-à-dire quand les agents économiques commencent à tenir pour acquis que les prix vont continuer à baisser.

Dans ce cas, les consommateurs suspendent leurs achats, dans l'espoir de faire de toujours meilleures affaires. Les entreprises baissent leur production pour s'adapter, ce qui peut les conduire à licencier et à baisser les salaires. Cela freine encore davantage la demande, et fait baisser encore plus les prix.

Suite Page 3

Sommaire

Page : 1

De quoi parle-t-on au juste?

Dates à noter

Page : 2

Rien ne va plus sur la planète... plus du tout !

Page : 3

Je suis qu'un pauvre millionnaire

Et puis quoi encore

Fabrégoules 2014

Page : 4

Nous sommes au bord du gouffre,

Seul dans son coin...

Page 5

Fabrégoules 2014

En France on a le déficit mais aussi des idées

De quoi parle-t-on au juste? (suite)

Journée nationale d'actions du 30 sept 2014

Page : 6

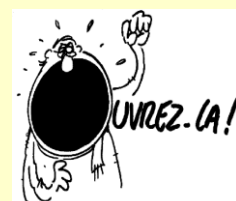
Voiles de la Paix

Rectificatif

Prochaine réunion : 18 septembre



- Le **18 septembre**, c'est la rentrée sociale des Retraités de La Poste. 9h au Syndicat
- Le **19 septembre** se tiendra le Meeting de rentrée de l'UD à Port de Bouc au Parc de la Mérimonde, un moment convivial le clôturera. (heure à préciser)
- Du **20 au 21 septembre** : les Voiles de la Paix à Marseille (voir article p. 2)
- **24 et 25 septembre** : Fête de Fabrégoules (p.3 : le point)
- **30 septembre** : Les retraités dans la rue auprès des Chambres Patronales Préfectures et autres décideurs pour leur Pouvoir d'achat



Rien ne va plus sur la planète... plus du tout !

Guerres, massacres, famines, épidémies, affrontements interethniques, immigrations sanglantes, ventes d'armes inégales et autres calamités se multiplient dans un monde au bord du gouffre. L'ONU est figée, tétaisée, les institutions internationales comme le Fonds monétaire international,

La Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce discréditées.

Le monde offre un spectacle de désolation. La recherche du profit à n'importe quel prix quitte à dévaster la planète, l'exploitation des richesses des plus pauvres, le maintien de peuples sous domination, une génération de dirigeants incapables de dépasser leurs calculs mesquins et de penser l'avenir, des menaces de plus en plus graves contre la paix avec en bout de course une possible folie nucléaire. Le temps est à l'orage. Il peut devenir cataclysme incontrôlable.

Regardez, écoutez. Massacres à Gaza, en Syrie, en Irak, au Congo ; affrontements sanglants au Mali, dans le Maghreb, en Birmanie, en Thaïlande ; intégristes de tous poils semant la terreur ; populations déplacées ; encouragements au surarmement. Désormais, la menace plane aussi sur l'Europe, l'Ukraine étant devenue la pièce

avancée de l'Otan dans son projet d'étouffer la Russie. Une vieille ambition nazie et napoléonienne dont l'issue – la déroute – devrait faire réfléchir les stratèges qui ont toujours fait la guerre avec la peau des autres. La menace, cette fois, peut devenir nucléaire. Les Etats-Unis jouent les va-t'en guerre en lançant contre Moscou leurs supplétifs de l'Union européenne.

Le monde apparaît hors de contrôle. Devant un précipice. Affirmer que le pire est à craindre ne



relève pas d'un alarmisme exagéré mais d'une éventualité à ne pas – à ne plus – écarter désormais.

Le monde apparaît hors de contrôle et il est urgent que les peuples s'investissent directement pour bloquer la course vers l'abîme.

La prétendue « communauté » internationale n'existant pas, le temps est venu de réorganiser le monde et les structures de concertation internationale en procédant, en premier lieu, au démantèlement des alliances militaires telle l'Otan, en remet-

tant sur le chantier de nouveaux traités de désarmement et surtout en refondant l'Onu. L'Organisation des Nations Unies ne peut plus être verrouillée par cinq puissances dans un Conseil de sécurité décidant pour tous. Le monde a changé depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. L'Assemblée générale de l'ONU doit être le véritable lieu de décision, le Conseil de sécurité, élargi, chargé de l'exécution. Un organisme de mise en œuvre et de suivi doit être instauré afin d'en finir avec l'inaction et la politique du deux poids, deux mesures.

Il souffle un vent mauvais sur le monde. Les dirigeants occidentaux en sont responsables eux qui nous affirmaient que l'écroulement du bloc de l'Est ouvrirait une nouvelle ère. Ils ont tout négligé pour asseoir leur domination avec une fringale sans égale. Pour eux, c'était Noël tous les jours. Ils ont tout saboté. Tout méprisé. Tout calculé à la petite semaine sans penser avenir un seul instant. Un désastre.

Il est temps de se poser, au delà des différences et de nos divergences, la question de construire un rempart pour la paix. Et pour la justice.

Tant il est vrai qu'il ne peut y avoir de paix sans justice.

On dirait le sketch de Fernand Raynaud : « J'suis qu'un pauvre paysan ». Mais appliqué aux nantis...

Une étude de Capgemini – société de conseils- dévoilée récemment a une nouvelle fois mis en évidence le fait que, pour les super riches, « la crise financière n'est qu'un mauvais souvenir depuis longtemps »

Le patrimoine total de cette caste de possédants a bondi de 13,8% en 2012 par rapport à l'année précédente. Et de 30% en comparaison de 2007, donc avant la crise des subprimes. Elle culmine au montant record de 52 620 milliards de dollars ! Vertigineux.

Soyons juste, les inégalités se creusent aussi parmi les millionnaires : une minorité d'entre eux (0,9%) possède près de 35% de la fortune

mondiale. Et leur nombre croît à un rythme plus élevé encore : 15,8%.

On le voit, la duperie idéologique est permanente. Nos différents Gouvernement ne cessent de proclamer une indispensable austérité au nom des déficits publics. Mais ils oublient commodément de préciser les causes de ces chiffres rouges. A savoir les largesses fiscales faites aux hauts revenus. Une destruction sociale, en vérité, orchestrée et voulue.

La politique des caisses vides bénéficie doublement aux plus aisés : elle les enrichit grâce aux largesses fiscales et elle permet au capital de se reproduire, puisque l'Etat endetté doit emprunter et payer un loyer pour cet argent.

J'SUIS QU'UN PAUVRE MILLIONNAIRE

Cela se vérifie en France, avec le « socialiste » François Hollande et son pacte de compétitivité qui donne 20 milliards au patronat sans sourciller. Mais la réalité est ailleurs : il n'y a jamais eu autant d'argent.

Simplement, les possédants parviennent à convaincre que, non, plaider pour une redistribution des richesses (un des piliers de l'impôt, rappelons-le) serait absurde, voire contre-productif.

Et ils y parviennent assez bien.

Il faut dire que tout est fait pour détourner l'attention des victimes de cette escroquerie en bande organisée.

Les problèmes des fins de mois difficiles, c'est la faute aux retraités, aux Roms, aux profiteurs. Circulez, il n'y a rien à voir !

*Reste que l'on sent aussi que la corde commence à se tendre sérieusement.
Va-t-elle rompre ?*

...et le Medef veut toujours plus !



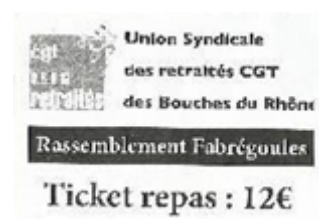
Pierre Gattaz ne se satisfait pas du Pacte de responsabilité, il **EN VEUT PLUS** et demande : des mesures sur les seuils sociaux, sur le travail le dimanche et du soir, sur les verrous sectoriels...

Et pendant que le gouvernement implore les entreprises d'investir et d'embaucher, ces dernières empochent les deniers publics : d'avril à juin, **les dividendes** ont augmenté de **+30 %** !

...et puis quoi encore ?



**Un gagnant est juste
un rêveur qui
n'a jamais cédé.**
Nelson Mandela



FABREGOULES 2014 ←

« Nous sommes au bord du gouffre, avançons donc avec résolution ! »

Cette formule, attribuée à Sully Prudhomme, serait-elle plus juste aujourd'hui que le « Tout va très bien, madame la Marquise, tout va très bien... » que nous entendions il y a encore quelques semaines ?

Qu'en est-il aujourd'hui, 70 ans après la signature des accords financiers de Bretton Woods ? (1)

En fait, les néolibéraux mènent une excellente politique... pour l'oligarchie. A court terme, ils ont réussi à contrer la loi de baisse tendancielle du taux de profit. Mais pour combien de temps encore ? Au deuxième trimestre, le PIB de la première et troisième économies européennes (l'Allemagne et l'Italie) recule de 0,2 % et la seconde (la France) est en stagnation. Les poli-

tiques de dévaluation internes (baisse des salaires globaux due aux politiques d'austérité) nous mènent tout droit à la déflation. Au Portugal, l'empire économique de la deuxième banque du pays, la Banco Espírito Santo (un nom qui ne s'invente pas !) est en banqueroute ; il ne sera pas renfloué par l'Esprit saint mais par l'argent public qui n'ira donc pas aux services publics ! D'où le Conseil européen extraordinaire du 30 août. Y aurait-il le feu au lac ?

Deux choses vont donc augmenter : le chômage et la dette publique. Fini l'inversion de la courbe du chômage de François Hollande : la dette publique à 100 % du PIB français, c'est pour bientôt.

Au sein du capitalisme, une seule solution est prônée : l'intensification

des politiques néolibérales et un nouveau recul de la démocratie. D'autres croient encore à une relance mais dans ce cas, à court terme, les profits vont baisser : qu'en pense l'oligarchie qui a tous les pouvoirs ? D'autres encore crient à l'euro trop fort alors que la zone euro des 18 pays a 200 milliards d'excédents extérieurs et qu'une baisse de l'euro augmenterait ces excédents et donc la guerre économique intra-impérialiste.

Mais qui écouterait ceux qui disent – et qui démontrent – qu'une autre politique est possible et que cela passe par une relance de la consommation et par une augmentation du pouvoir d'achat, des pensions et retraites pour nous retraités ?

(1) Les **accords de Bretton Woods** sont des accords économiques ayant dessiné les grandes lignes du système financier international en 1944. Leur objectif principal était de mettre en place une organisation monétaire mondiale et de favoriser la reconstruction et le développement économique des pays touchés par la guerre.

Seul, mais vaut mieux être aidé,



**La Poste des Pennes-Mirabeau.
Courrier de Serge Baroni
au Maire**

**dans son coin...
... on peut faire !**

*Monsieur le Maire
Mairie des Pennes Mirabeau*

Je vous adresse copie de la lettre ouverte que j'ai adressée aux deux directeurs de la Poste au sujet du bureau de la Gavotte.

En attendant la prochaine réunion du Conseil Municipal où ces problèmes pourraient être mis à jour, il me semble que les agissements de la Poste, plus que désinvolte vis-à-vis des habitants, doivent être évoqués.

En cette période de « vacances », nous sommes disponibles pour essayer d'obtenir une rencontre avec les responsables de ces dysfonctionnements.

Je ne sais si les délais de fin des travaux ont été donnés mais en voyant le peu de salariés sur le chantier, je crois peu qu'ils seront achevés en août (j'ai vu 2 personnes travailler le dimanche 27 juillet). Est-il possible de savoir pour répondre aux questions des usagers si la Poste a fait des démarches pour faciliter la vie des habitants avant le début des travaux.

Avec mes salutations les plus sincères.
Serge Baroni

Les Pennes Mirabeau, le 5 août 2014

FABREGOULES 2014



EN FRANCE, ON A LE DEFICIT ...MAIS AUSSI DES IDEES !

Après l'indice des prix sans le tabac et l'essence, on a le déficit sans les livraisons d'armes et l'amende de la BNP

"La France, alors qu'elle intervient, voit ses dépenses militaires imputées sur les fameux 3% qu'elle doit respecter pour le déficit", a déploré M. Faure.(PS) "Il y a un double manquement de l'Europe, à la fois quand elle n'intervient pas et en même temps quand elle exige de la France des déficits qui n'intègrent pas que la France se bat pour les valeurs européennes contre le terrorisme à travers le monde.

Et de demander le dégrèvement de ce coût dans le calcul des 3%. Fallait y penser !

Et après les armes, l'amende de la BNP

Le déficit courant français a bondi à 7,4 milliards d'euros en juin contre 3,3 milliards en mai Sans l'amende "exceptionnelle" de la BNP (8.9 milliards payée par la banque *), le déficit total aurait été de 3,1 milliards d'euros.

**Ils n'ont quand même pas osé nous demander de payer leurs placements plus que douteux. Et rappelons que, sans les banques qui spéculent et s'enrichissent de la dette, il n'y aurait pas de déficit !*

MAIS SI ON ARRÊTAIT DE JOUER AUX VA-T-EN-GUERRE ET AUX APPRENTIS-BOURSIKOTEURS ?

Inflation, déflation : (suite)

Cercle vicieux

La déflation se propage aussi via la dette. En effet, si les prix et les revenus baissent, les créances contractées par les ménages, les Etats et les entreprises, elles, n'évoluent pas. Leur remboursement devient plus difficile, ce qui conduit par exemple les ménages à consommer encore moins pour pouvoir honorer leurs échéances, ou les entreprises, dans le pire des cas, à déposer le bilan.

C'est donc un véritable cercle vicieux qui peut s'enclencher et dont il est difficile de sortir.

Sauf à changer les données de la machine économique en augmentant salaires et pouvoir d'achat, pensions et retraites, pour relancer la consommation. Mais cela dépend aussi de nous et des luttes que nous serons capables de mener !



La dégradation flagrante de l'économie française atteste, une fois de plus, de la nocivité du « Pacte de responsabilité », avec ses cadeaux pour les entreprises, et de la politique d'austérité que poursuit le gouvernement pour plaire au patronat, aux marchés financiers et aux libéraux de la Commission européenne, avec notamment la pression sur les dépenses publiques et sociales utiles, alors que des milliards d'euros continuent d'être accordés aux entreprises sous la forme d'aides et d'exonérations fiscales et sociales sans évaluation ni contrôle.

Mais ramer à contre-courant, ce n'est plus possible. Il est urgent de changer de politique et de sortir de l'entêtement mortifère pour une grande majorité de nos concitoyens Pour éviter la spirale déflationniste, pour dynamiser l'activité économique et l'emploi, il est indispensable d'augmenter les salaires, les traitements, les pensions et les minima sociaux.

Et c'est cela qui sera au cœur de la **Journée nationale d'actions du 30 septembre 2014** proposée par les 9 organisations syndicales qui ont fait et réussi « **Le Pari(s) Gagnant** » du 3 juin. A nous de faire et de réussir « **Plus belle la Manif'** » à Marseille !

La prochaine Commission Exécutive de l'USR CGT 13 du 9 sept. ciblera l'objectif de la manifestation de cette journée.

21 septembre 2014 :

Journée Internationale de la Paix.

La société civile doit faire bouger ce curseur en faisant de la paix une culture commune!

La mémoire du passé et la construction de l'avenir ne peut se concevoir qu'en cultivant la paix et la non-violence de l'UNESCO avec toutes et tous au quotidien.

C'est ce que s'efforce à faire un très large Collectif d'organisations (dont la CGT) à Marseille qui grandit d'année en année pour populariser **le 21 septembre et la Journée Internationale de la Paix.**

Le 21 septembre est une occasion exceptionnelle de porter l'espoir d'un avenir de paix durable, du possible Vivre Ensemble, en s'élevant au-dessus des clivages, autour des valeurs universelles à faire vivre pour permettre à chacun de vivre dignement, dans un environnement à protéger.

14h à 15h30 Départ de la parade des surfers - accompagnés des bateaux pavoisés de Prado-Nord au Vieux Port.



FAUTE REPAREE A DEMI PARDONNEE !

Même les meilleurs journaux ont droit à leurs « coquilles ». Mais là, il s'agissait d'une erreur du meilleur journal !



PS : Si on avait dit l'avoir fait exprès, personne ne nous aurait crus !

THÈMES ABORDÉS

- * la Rentrée sociale.
- * les derniers préparatifs de la Fête de Fabrégoules.
- * La Mutuelle : son devenir et la prochaine élection.
- * et quelques autres aussi ... que vous pourrez nous proposer !



Au fait, un REPAS est prévu SUR PLACE mais faut téléphoner pour réserver 04.91.11.60.95 - 06.09.43.73.33 - 06.83.18.55.88 (avant le 15/09/2014)